

**Synthèse des réflexions
menées par les habitants de Sainte Cécile les Vignes
dans le cadre élections européennes du 26 mai 2019.**

Organisé le 24 avril 2019 dans la salle communale par la mairie de Sainte Cécile pour permettre aux habitants des communes de Sainte Cécile, Cairanne et Lagarde Paréol d'avoir une information sur l'Union européenne et plus particulièrement sur les attributions des eurodéputés, le débat a permis aux citoyens de faire part de leurs réflexions sur le sujet.

L'objectif des organisateurs, sous l'impulsion de M. Max Ivan, maire de Sainte Cécile les Vignes, était de recueillir le sentiment et les préoccupations des citoyens afin de pouvoir les relayer aux candidats et futurs eurodéputés français. Délibérément apolitique, cette réunion, menée dans l'esprit du grand débat national, a permis de recueillir, en un peu plus d'une heure un large éventail d'idées qui pourraient alimenter les réflexions et les travaux à venir du parlement européen.

La séance a commencé par une demi-heure de présentation des institutions européennes et des principales réalisations de l'Union européenne. Cette présentation a été enrichie par des témoignages de certains participants et notamment sur :

- L'importance croissante de l'intelligence artificielle et les big data dans le domaine de la santé,
- Les programmes Erasmus et Erasmus plus,
- L'impact des normes européennes pour le développement des entreprises,
- L'importance des filières multinationales européennes pour permettre l'émergence de technologies innovantes (avec en exemple les LED),
- L'importance des fonds européens dans de nombreux projets régionaux.

Toutes les contributions sont regroupées par grand thème. Cette synthèse n'est donc pas une retranscription littérale des propos tenus par les différents intervenants. De même, les remarques et propositions ne sont pas attribuées aux personnes qui les ont abordées en premier ; le résultat reflétant davantage le sentiment général de l'assemblée que l'opinion d'une fraction particulière. Un effort a été fait pour préserver la richesse des débats dans cette synthèse même lorsque les avis semblent diverger.

A. Visibilité de l'Europe

1. **Constat et analyse** : D'une manière générale, tout le monde s'accorde pour dire que l'Europe n'est pas suffisamment visible. Elle n'est présente dans les médias qu'à l'occasion des échéances électorales ou lors de polémiques partisans. Le manque de recul stratégique pour expliquer l'importance de l'Europe dans le monde actuel lors des débats relayés par les média fait le jeu des détracteurs de l'Europe. Trop souvent, l'Europe est le bouc émissaire des dysfonctionnements qui ont leurs racines dans nos propres incohérences. L'Union européenne, pétrie des égoïsmes nationaux et d'une bureaucratie parfois excessive, n'est pas exempte de critiques, mais il convient de faire le bilan objectif de ses réalisations. De plus, les instances nationales, notamment les départements, occultent souvent les contributions européennes aux grands projets

réalisés sur leur territoire voire s'en attribuent les mérites. Enfin, les eurodéputés sont quasi invisibles au plan local. Pourtant le nombre de sites qui parlent de l'Europe ne manquent pas.

2. **Proposition pour les eurodéputés** : *Plutôt que de multiplier les canaux de communication existants, il conviendrait de faire un effort pour une meilleure implication des populations dans les sujets abordés par les différentes institutions européennes. L'organisation de débats ouverts à tous sur les thèmes les plus cruciaux, tels que l'identité européenne, l'immigration, la fiscalité ou encore l'environnement pourrait constituer un début de réponse.*

B. Identité européenne

3. **Constat et analyse** : Les questions identitaires sont au cœur des affrontements politiques et encouragent un repli national des différents pays de l'Union. Pour enrayer cette dérive, il conviendrait d'ébaucher et faire vivre une identité européenne qui, tout en respectant la diversité culturelle, soit de nature à raffermir la solidarité entre les peuples qui composent l'Europe. Cette quête devrait aborder la nature de l'Union Européenne et en particulier le niveau d'intégration et de fédération des nations qui la constituent. Les missions et les valeurs actuelles de l'Europe (notamment « Préserver la paix entre ses États membres et dans son voisinage », « Assurer la sécurité de ses citoyens », « Favoriser le bien-être de ses peuples ainsi que la solidarité économique et sociale », « Préserver l'identité et la diversité des peuples européens face à la mondialisation », « Faire rayonner les valeurs auxquelles sont attachés les Européens ») constituent naturellement le point de départ de cette démarche. C'est sur la base d'une telle réflexion que pourrait être abordée toute nouvelle adhésion à l'Union européenne. Une telle approche permettrait aussi de contextualiser le défi migratoire actuel et donner quelques éléments quant aux seuils critiques à ne pas dépasser et aux mécanismes à mettre en place pour inciter les nouveaux arrivants à s'intégrer pleinement dans une Europe raisonnablement accueillante.
4. **Proposition pour les eurodéputés** : *Lancer un chantier sur l'identité européenne en vue d'en définir les principales caractéristiques et mettre en place les outils pour la développer et lui donner de la consistance. L'éducation des plus jeunes serait naturellement une piste importante et dans ce cadre, il conviendrait de multiplier les outils pédagogiques tels que les cahiers d'Europe qui permettent aux enfants de s'approprier les fondamentaux de la diversité européenne.*

C. Fiscalité

5. **Constat et analyse** : Des efforts pour uniformiser localement les salaires entre résidents et ceux qui s'expatrient pour saisir des opportunités d'emploi loin de chez eux sont indéniables. La mobilité pour les individus est grandement facilitée en Europe. Il reste cependant de grandes disparités entre pays. Pour les entreprises, les ponctions fiscales varient beaucoup d'un pays à l'autre. Compte tenu de la facilité de circulation des biens et des capitaux au sein de l'Union européenne, de nombreuses entreprises font le choix de délocaliser leur activité dans les pays à moindre frais de production et fonctionnement. Pour celles qui ne peuvent le faire, il y a un important handicap économique. Il en résulte un dumping social qui génère des tensions entre les pays et rompt la solidarité qui devrait être au cœur du projet européen. Ces disparités ne sont pas l'expression d'une saine mise en concurrence des entreprises dans un domaine donné, mais relèvent davantage d'une politique nationale délibérée pour attirer à soi un segment significatif d'une activité économique. Le constat est encore pire pour le

transport routier. Une grande partie des poids lourds circulant en France sont conduits par des conducteurs étrangers. Soumis à des cadences infernales, ils sont souvent en infraction par rapport à la réglementation nationale et sont, pour certains, les esclaves de groupes mafieux. Les entreprises nationales ont beaucoup de mal à rester présentes dans ce domaine d'activité car très fortement pénalisées par les charges salariales et fiscales. Par ailleurs, le dumping fiscal pratiqué par certains pays européens pour attirer la domiciliation des grandes entreprises du numérique est contraire à l'intérêt général.

6. **Proposition pour les eurodéputés** : *Ici plusieurs actions devraient être entreprises :*
- a. *Il faut poursuivre le travail d'enquête que mène le parlement au titre de ses attributions de surveillance pour mettre toute la lumière sur ces pratiques qui nuisent à l'intérêt général.*
 - b. *Des mécanismes compensatoires pour les pays acceptant de rentrer dans le rang doivent être recherchés – l'idée étant qu'une approche paneuropéenne permettrait d'assainir le marché, de mettre en place une fiscalité unique à l'échelle européenne supportable pour ces grandes multinationales et générant une recette globale plus importante capable de bénéficier à tous.*
 - c. *L'économie numérique est par nature transnationale et est dominée par des géants dont les pouvoirs économiques dépassent nombre de pays européens. Une approche européenne semble une voie réaliste pour réguler et accompagner ce secteur d'activité en pleine croissance et présentant des défis techniques et juridiques bien au-dessus des capacités nationales de tout pays européen pris individuellement. Une telle taxation donnerait à l'Europe davantage de ressources pour réaliser ses ambitions dans de nombreux domaines.*

D. Santé

7. **Constat et analyse** : La carte européenne d'assurance maladie est une avancée significative parfois méconnue des citoyens. Par ailleurs la plupart des systèmes de santé en Europe sont en souffrance, en partie due au vieillissement de la population mais aussi compte tenu d'attentes de plus en plus grandes. Un tourisme médical existe déjà et ajoute encore aux tensions existantes ; les disparités vont accroître ce phénomène et risquent de mettre en danger les avancées européennes. Enfin, l'intelligence artificielle, le big data, les nouvelles techniques médicales et les enjeux pharmaceutiques permettent d'envisager un système de santé nouveau dans lequel la prédiction et la prévention tiendront une place prépondérante. Il convient d'accompagner ce virage afin de préserver l'équité entre les citoyens quelle que soit leur fortune personnelle et assurer l'indépendance de l'Europe par rapport aux géants américains, chinois ou indiens. En conséquence, ces défis constituent aussi une formidable opportunité. L'Europe pourrait se saisir de ce domaine stratégique dans les années à venir et tirer pleinement parti des effets d'échelle.
8. **Proposition pour les eurodéputés** : *Dans le cadre de son rôle législatif, le parlement européen devrait inviter la commission européenne à lancer un grand chantier dans le domaine de la santé. Sur la base des résultats de ces travaux les eurodéputés pourraient l'inciter à faire des propositions de loi pour la mise en place d'un système de santé sur lequel l'Europe conserve la maîtrise et son indépendance dans un environnement de plus en plus numérisé.*

E. Économie numérique et société

9. **Constat et analyse** : La révolution numérique a profondément changé notre rapport à la consommation, à la vie en société et même quant à l'exercice de la démocratie. Porteuse de nombreux espoirs et accompagnant des changements profonds qui ont améliorés significativement la vie de tous, cette transformation de nos sociétés fait désormais apparaître de nouveaux dangers. La cybercriminalité, les cyber-attaques, la désinformation et la manipulation sont des phénomènes en pleine croissance. À cela s'ajoute un risque majeur d'atteinte aux libertés via les violations de la vie privée. Il s'agit d'un défi majeur qui nécessite des ressources financières, technologiques et surtout humaines, qu'un pays seul ne peut acquérir ou maintenir indépendamment. Il revient à l'Europe de s'en saisir pour assurer la sécurité de tous. De plus, comparativement aux États-Unis, à la Chine et l'Inde, l'Europe est largement en retard dans le domaine de la production d'éléments matériels ou logiciels. Elle risque de perdre son indépendance et se mettre à la merci des géants américains ou chinois. Les années à venir sont des années décisives dans ce domaine. Une démarche similaire à celle du programme ESPRIT (European Strategic Program on Research in Information Technology) des années 90 pourrait être envisagée. Par ailleurs, l'Europe doit se faire respecter. Les sociétés qui ont été impliquées dans la manipulation délibérée d'individus vulnérables repérés sur la base de données collectées en ligne en vue de peser sur le résultat d'un processus électoral ne doivent pas rester impunies. Un outil de justice devrait être mis en place pour faire face aux difficultés des pays à traiter par eux-mêmes ces atteintes à la démocratie.
10. **Proposition pour les eurodéputés** : *L'économie numérique, à l'instar de la santé, constitue un secteur stratégique qui nécessite un grand chantier. Les eurodéputés dans le cadre de leur rôle législatif devraient inviter la commission à l'initier et proposer les mesures qui assureront la défense des citoyens européens et l'émergence d'une véritable compétence européenne face aux géants existants. Ce chantier devra aborder tous les aspects, notamment scientifiques, technologiques, économiques, humains et juridiques.*

F. Économie, industrie et environnement

11. **Constat et analyse** : Le modèle capitaliste libéral est un dogme que la Commission européenne veut imposer à tous dans tous les domaines. Si la mise en concurrence de services historiquement assurés par les États a pu s'avérer bénéfiques pour les citoyens, elle n'est pas sans effets pervers. Des pans entiers de notre économie sont désormais à la merci de prédateurs internationaux. De même, l'obsession contre l'émergence d'un éventuel monopole, rend impossible les rapprochements d'entreprises clés et ainsi fragilise l'ensemble du secteur face à la concurrence mondiale qui n'est pas pénalisée par de telles contraintes. De plus il existe des cas particuliers où une activité est « pluridimensionnelle » avec des enjeux antagonistes entre les différents domaines concernés. Les barrages hydroélectriques constituent un exemple de choix. La production d'électricité est traditionnellement leur principale raison d'être, or compte tenu du réchauffement climatique, ces retenues aquifères ont désormais un rôle accru dans la maîtrise de la production agricole et la satisfaction en eau des centres urbains qui en dépendent. Par ailleurs, il est des secteurs d'activités qui du fait, de leur dimension internationale structurelle, d'une part, et de leur très fort impact social ou environnemental, d'autre part, pourraient faire l'objet de mesures incitatives au niveau européen. En particulier, l'incitation au ferroutage devrait faire l'objet d'un vaste programme en vue de supprimer la part correspondante du trafic routier assorti de son

empreinte carbone– sans mentionner l’impact positif en termes de sécurité routière. Enfin, le tourisme sera dans les années à venir un secteur d’activité majeur et stratégique. En effet, ce secteur ne devrait pas être impacté négativement par les nouvelles technologies et notamment la robotisation. Il est de nature à renforcer localement le tissu social, de mieux insérer les personnes dans leur environnement citoyen et naturel et créer des liens entre les différentes communautés européennes. C’est aussi un extraordinaire outil de communication de l’Europe vis-à-vis du reste du monde. Une politique paneuropéenne permettrait d’assurer un développement harmonieux et notamment maîtriser les excès (inflation immobilière, saturation des sites, etc.)

12. **Proposition pour les eurodéputés** : *S’appuyant sur leurs attributions dans le domaine législatif et celui de la surveillance, les eurodéputés, pourraient infléchir la politique ultralibérale de la Commission européenne et veiller à ce que les politiques économiques s’inscrivent dans une vision stratégique à l’échelle mondiale tout en assumant leurs responsabilités sociale et environnementale. Ils pourraient inviter la commission européenne à en faire davantage dans le rééquilibrage des transports terrestres et dans le développement d’une filière touristique plus homogène.*

G. Emploi – formation

13. **Constat et analyse** : Sauf quelques rares exceptions, les taux de chômage nationaux sont toujours très importants et la perspective des changements à venir compte tenu de la montée en puissance de l’intelligence artificielle, la robotisation et l’impression 3 D devrait accroître la fragilité de nos citoyens dans ce domaine. Paradoxalement, il y a des offres d’emploi qui ne sont pas honorées faute de candidats ayant le profil adéquat. Pourtant le développement de filières transnationales mettant en relation les différentes compétences nécessaires à l’émergence de nouveaux pôles d’excellence est essentiel pour assurer le maintien de la place de l’Europe sur un échiquier économique mondial en pleine recomposition. En conséquence, les programmes Erasmus plus devraient être davantage mis en synergie avec ces évolutions stratégiques. Une agence européenne de l’emploi chargée d’identifier qualitativement et quantitativement les emplois à pourvoir à court, moyen et long terme à l’échelle européenne pourrait être envisagée afin que cette vision irrigue et guide les établissements de formation et les programmes d’échange afférents.
14. **Proposition pour les eurodéputés** : *Les eurodéputés pourrait inciter la commission européenne à lancer un chantier sur l’emploi et la formation qui prenne en compte les défis à venir et examine des idées ambitieuses telle la mise en place d’une agence européenne de l’emploi.*

H. Défense

15. **Constat et analyse** : L’Europe de la défense semble une chimère peu efficace. Elle s’efface souvent devant l’OTAN et il semble que les Français sont les seuls à y croire. Les propos du président Macron quant à une éventuelle armée européenne ont suscité une levée de boucliers chez tous nos voisins. Pourtant, aucune puissance majeure n’existe ou ne peut faire valoir ses intérêts stratégiques si elle ne dispose pas des instruments caractéristiques de sa puissance notamment la diplomatie et la défense. Le domaine de la défense est en constante évolution et de nouvelles menaces prennent corps sous de nouvelles formes. La cyber sécurité et l’espace extra-atmosphérique sont les grands enjeux actuels pour lesquels aucun de nos pays a les moyens d’assurer correctement la montée en puissance de ses capacités opérationnelles. De plus, un tel

travail nécessite d'avoir une capacité autonome d'appréciation pour pouvoir entrer dans le jeu des grandes puissances. Là aussi, sans remettre en cause la place de l'OTAN dans notre défense, il conviendrait de donner une nouvelle impulsion à l'Europe de la défense pour qu'elle puisse faire entendre sa voix.

16. **Proposition pour les eurodéputés** : *Des crédits européens pour la défense existent et concernent notamment les opérations réelles de l'Union européenne et le renforcement de la base industrielle de défense pour des capacités clés telles que les drones. S'appuyant à nouveau sur leurs attributions de surveillance, les eurodéputés pourraient examiner la pertinence de ces budgets et étendre le débat à sa pleine dimension stratégique avec pour objectif de créer une réflexion qui leur soit propre et non le reflet des divergences nationales ou encore celui des antagonismes industriels du secteur.*

I. Rémunération des Eurodéputés

17. **Constat et analyse** : À l'heure des tensions sociales en France centrées sur les revendications salariales des gilets jaunes les rémunérations des eurodéputés semblent impressionnantes voire excessives. Une mise en perspective de ces rémunérations par rapport aux charges réellement supportées par les intéressés dans le cadre de leurs activités professionnelles et par rapport à des personnels travaillant pour des entreprises du secteur privé utilisant des compétences similaires permettrait d'offrir une alternative objective aux clichés qui actuellement polluent la perception. Un devoir de transparence et de responsabilité sur les frais réellement encourus pourrait également être envisagé.
18. **Proposition pour les eurodéputés** : *Les eurodéputés pourraient initier une démarche éthique dans le domaine de leur rémunération. Cette recherche de transparence et de responsabilité pourrait être étendue aux autres institutions de l'Union européenne.*